



Israël intensifie les attaques contre six ONG palestiniennes de défense des droits humains et nationaux du peuple palestinien

Ce 18 août, vers 3 heures du matin, les forces d'occupation israéliennes sont entrées à Ramallah, ciblant, pénétrant de force, pillant les bureaux et confisquant les biens de six organisations de la société civile palestinienne : Al-Haq, Addameer, le Centre Bisan pour la recherche et le développement, Défense des Enfants International-Palestine, l'Union des comités de travail agricole (UAWC), et l'Union des comités de femmes palestiniennes (UPWC).

Les forces d'occupation israéliennes ont également perquisitionné les bureaux des comités des travailleurs de la santé. L'incursion, les raids, les pillages font partie d'un plan d'attaques répressives d'Israël, visant les organisations de la société civile palestinienne qui défendent les droits humains et demandent l'application du droit international, et appellent à la fin du régime colonial et d'apartheid agressif d'Israël depuis 74 ans, qui nie le droit collectif à l'autodétermination du peuple palestinien et le droit au retour des réfugiés.

Malgré des années de délégitimation et de désinformation, de campagnes d'intimidation contre des membres de ces ONG, elles n'ont pas réussi à faire taire leur travail. Une première étape avait été franchie en octobre 2021, lorsque ces 6 ONG ont été désignées arbitrairement comme « organisations terroristes » et déclarées « illégales » selon des ordres militaires israéliens.

Il n'est pas surprenant que cette nouvelle attaque se produise un mois après la déclaration du 12 juillet dernier, dans laquelle neuf États membres de l'Union européenne ont refusé d'accepter cette fallacieuse classification et disent vouloir « continuer la coopération avec ces six ONG palestiniennes », aucune preuve n'ayant été fournie par Israël pour étayer ces accusations. Notre Campagne, depuis son lancement en mars 2018, travaille en partenariat avec deux de ces ONG : Addameer et Defense Children International - Palestine, pour la libération de tous les enfants palestiniens prisonniers. Nous affirmons notre solidarité avec elles et demandons, instamment au Président de la république et au gouvernement français d'intervenir immédiatement pour protéger les six organisations désignées, dont les finances et les actifs risquent d'être confisqués, et leurs membres du personnel, directement ciblés, arrêtés arbitrairement et emprisonnés.

Les autorités israéliennes doivent immédiatement mettre fin aux actions visant à délégitimer et à criminaliser les défenseurs palestiniens des droits humains et organisations de la société civile. Nous exigeons que la communauté internationale utilise tous les moyens disponibles, et en particulier des sanctions effectives, pour que les autorités israéliennes cessent immédiatement leurs attaques ciblées et la répression sur les organisations de la société civile palestinienne. Elle doit demander des comptes aux autorités israéliennes et agir pour mettre fin à la complicité et au soutien au régime d'apartheid israélien.

Paris, le 19 août 2022

Campagne pour la libération des enfants palestiniens

Contact : campagne@liberez-enfants-palestiniens.fr